Cet article du Monde
vous est envoyé par FA (francois.aubart@wanadoo.fr).

f-thuillier@ch-meaux.fr,

Les personnels hospitaliers mobilisés pour une nouvelle journée d'action

LEMONDE.FR | 16.12.03 | 09h52

Le ministre de la santé, Jean-François Mattei, qui a vainement multiplié ces dernières semaines les réunions de concertation avec les syndicats hospitaliers, devrait présenter une troisième mouture de son projet de réforme fin décembre.

Les organisations syndicales des personnels hospitaliers, médicaux ou non, ont appelé à une nouvelle journée d'action mardi 16 décembre dans toute la France contre le plan Hôpital 2007. La journée, qui permettra aux syndicats de tester la capacité de mobilisation du monde de la santé dans la perspective d'une mobilisation "d'ampleur" envisagée pour le 22 janvier 2004, devrait surtout prendre la forme d'assemblées générales dans les centres hospitaliers et les établissements de santé. Certains ont cependant déposé des préavis pour une "grève des soins non urgents" (Syndicat des médecins hospitaliers FO, Confédération des hôpitaux généraux, pharmaciens et psychiatres).

D'autres menacent d'une "radicalisation" du mouvement, comme la Fédération des praticiens de santé (FPS) qui a évoqué, lundi, une grève des gardes et des soins "dans les jours qui suivent". Les syndicats d'agents hospitaliers CGT, FO, SUD et CFTC, ainsi que les intersyndicats de praticiens hospitaliers INPH, CMH et CHG dénoncent "les objectifs politiques" du plan Hôpital 2007 et son volet sur la "nouvelle gouvernance", c'est-à-dire l'organisation hiérarchique des hôpitaux, dont l'objectif est notamment de décloisonner les services hospitaliers au profit de "pôles d'activité".

Plusieurs syndicats de médecins et de spécialistes ont décidé de se joindre à la journée d'action. En outre, une quinzaine d'associations, syndicats et formations politiques (Act Up, PS, PCF, Verts, notamment) appellent à un rassemblement, mardi midi à Paris, afin de sensibiliser l'opinion à ce qu'ils considèrent comme des "attaques" du gouvernement et de l'industrie pharmaceutique contre le système de santé. La fédération CGT de la chimie a appelé les salariés de l'industrie pharmaceutique à se joindre à cette journée de mobilisation.

UNE TROISIÈME MOUTURE FIN DÉCEMBRE

Les uns et les autres estiment que le plan Hôpital 2007 et le projet de réforme de la gouvernance ne permettent pas de répondre aux difficultés de fonctionnement des hôpitaux. Ils dénoncent aussi les réformes prévues de l'aide médicale d'Etat (AME) et de la Sécurité sociale, la nouvelle loi bioéthique et "le brevetage du génome humain" ainsi que la fermeture des centres de recherche des groupes pharmaceutiques Aventis et Pfizer dans la région parisienne.

Le ministre de la santé, Jean-François Mattei, a vainement multiplié ces dernières semaines les réunions de concertation avec les syndicats hospitaliers. "Il n'est toujours pas possible de se positionner autrement que dans l'action, même si quelques améliorations sensibles, qui devront être confirmées dans un texte, semblent se dessiner", déclarait cependant, la semaine dernière, le président de la Coordination médicale hospitalière (CMH), François Aubart, à l'issue d'un entretien avec le ministre. Il a indiqué que Jean-François Mattei avait promis une troisième mouture de son projet d'ici à la fin décembre et la poursuite de la concertation "dans les tout premiers jours de janvier".

Le volet sur la "gouvernance" suscite le plus d'inquiétudes, les professionnels redoutant que la réforme n'entraîne une réduction du nombre des services et des moyens et ne constitue les prémices d'une gestion privée de l'hôpital public. En l'état actuel, il vise au regroupement progressif en "pôles d'activités" transversaux, d'ici à la fin 2006, des services hospitaliers aux activités proches, dans un souci de rationalisation des soins, d'économies de coûts et de lutte contre le "gaspillage".

Les "chefs de service", actuellement nommés par le ministère de la santé, seraient remplacés par des "responsables de pôle", désignés par la direction de l'hôpital et celle des personnels médicaux et pharmaceutiques. Les responsables de pôle négocieraient leur budget avec ces deux instances.

Avec Reuters et AFP